



Santé pour tous!
Mouvement Populaire pour la Santé

PHA5 - 5th People's Health Assembly

**Making "Health For All"
our struggle for "Buen Vivir"!**



PEOPLE'S HEALTH MOVEMENT | APRIL 2024 - MAR DEL PLATA, ARGENTINA

**Appel à l'action du Mouvement populaire
pour la santé à Mar del Plata**

**La lutte pour la santé est une lutte pour
la libération et contre le capitalisme**



Santé pour tous!
Mouvement Populaire pour la Santé



Appel à l'action du Mouvement populaire pour la santé à Mar del Plata

La lutte pour la santé est une lutte pour la libération et contre le capitalisme et l'impérialisme

Vision du Mouvement Populaire pour la Santé (extrait de la Charte de la santé des peuples, 2000)

Le monde que nous envisageons est un monde dans lequel les gens sont libérés des structures coloniales, économiques, sociales et culturelles qui entravent la santé au lieu de la créer.

Notre vision est celle d'un monde où l'équité entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci est réalisée et où la santé pour tous est une réalité. Nous réaffirmons que la santé résulte de la justice sociale, économique, commerciale et environnementale. Nous imaginons un monde où l'empathie, la solidarité, la paix et le respect des personnes et de l'environnement sont au cœur des communautés mondiales, nationales et locales ; un monde exempt de discrimination et d'oppression fondées sur le sexe, la race, la caste, l'appartenance ethnique, le handicap, la sexualité, la religion, la profession, la citoyenneté ; un monde où les droits de l'homme, l'autonomisation et la santé de toutes les communautés, ainsi que la dignité et les droits de tous les êtres naturels, sont respectés et promus.





Notre appel à l'action comprend les demandes et les engagements du Mouvement Populaire pour la Santé à la suite des débats et des discussions qui ont précédé et suivi la Assemblée Populaire pour la Santé qui s'est tenue à Mar del Plata, en Argentine. Il doit être lu conjointement avec le document de référence de l'APS 5 : [La lutte pour la santé : Confronter le rôle du capitalisme et de l'impérialisme](#).

Notre appel à l'action envisage un monde où les gens peuvent profiter pleinement de leur vie, en travaillant dans la dignité, en participant pleinement aux questions de santé et en éliminant les obstacles et les limitations politiques, économiques, culturels et sociaux qui empêchent l'existence de systèmes de santé et d'éducation complets et de qualité. Notre vision est basée sur le Bien Vivre -Buen Vivir - et la promotion de la santé de la Terre Mère.

Mouvement populaire pour la santé - une histoire de lutte

Après des mois de mobilisation dans des cercles nationaux et des groupes thématiques à travers le monde, 627 militants (dont 352 venant de 60 pays hors d'Argentine et 275 d'Argentine) se sont réunis à Mar del Plata, en Argentine, six ans après l'Assemblée populaire pour la santé de Savar, au Bangladesh, et après la lutte de MPS pour l'équité dans l'accès aux vaccins et aux traitements COVID-19.

Notre appel à l'action s'appuie sur notre vision de la [Charte populaire pour la santé](#) (2000), de la [Déclaration de Cuenca](#) (2005), de l'[Appel à l'action du Cap](#) (2012) et de la Déclaration de l'Assemblée Populaire pour la Santé (2018).th [Assemblée Populaire pour la Santé](#) (2018).

DEMANDES ET POINTS D'ACTION DU MPS

Le monde capitaliste traverse une crise persistante et de plus en plus profonde, avec des problèmes structurels qui deviennent de plus en plus évidents. Il s'agit d'une crise irréversible du capitalisme et de l'impérialisme, et le Mouvement Populaire pour la Santé y voit l'occasion de renverser l'hégémonie politique et de transformer le monde de manière à ce que la santé pour tous devienne une réalité.

Le capitalisme est destructeur pour la nature, y compris pour les êtres humains, les animaux et les plantes. Il transforme la nature en "ressources" et en "marchandises" et perturbe l'équilibre des systèmes écologiques et sociaux. Il concentre également d'énormes richesses dans un très petit nombre de mains, ce qui engendre la pauvreté et l'inégalité. Elle n'est donc pas durable car elle engendre un niveau de détérioration climatique et environnementale qui ne peut être inversé. Les pandémies et les mal nommées "catastrophes naturelles" résultent de ce manque de durabilité.

Le capitalisme est infini dans sa poursuite du profit et de la consommation, mais le monde dans lequel nous vivons est fini, et ses limites physiques sont attaquées et dépassées. Seul un changement radical remplaçant le mode de production, de consommation et de vie généré par le capitalisme peut inverser cette tendance destructrice. L'impérialisme impose un militarisme soutenu par une puissante industrie de l'armement et la domination de grandes puissances. Sa domination idéologique étouffe les pensées et les idées alternatives qui pourraient être transformatrices et permettre d'atteindre la santé pour tous.

Nous confirmons notre détermination à réaliser la Santé pour tous (SPT) pour les êtres humains et la planète Terre. Nous sommes particulièrement soucieux de construire un avenir durable pour nos enfants et nos jeunes, dans lequel ils pourront s'épanouir et vivre en paix avec le Buen Vivir et une bonne santé. Nous nous engageons à construire un monde libéré de l'exploitation des classes sociales, des discriminations ethniques, raciales, de caste et de genre, ainsi que de l'asservissement et de l'exploitation de la nature. Pour atteindre l'objectif de santé publique, il faut un monde écosocialiste, décolonial et antipatriarcal, fondé sur l'idée du Buen Vivir entre les peuples et en harmonie avec la Terre mère. La transformation du système capitaliste transnational et impérialiste en un nouvel ordre économique, politique et social international ne se fera que par l'action conjointe et la solidarité des mouvements sociaux, des partis politiques progressistes et des États-nations. La lutte des classes sera un élément essentiel de cette action. Nous pensons que le nouvel ordre économique devrait être fondé sur la souveraineté et l'autodétermination des peuples, sur l'égalité et la coopération entre les nations, ainsi que sur la solidarité et la paix. Il faut rétablir le contrôle et la propriété des peuples sur les produits de première nécessité. La propriété publique pour le bien public est vitale.

Le projet de santé mondiale est devenu, à bien des égards, une entreprise qui profite à des donateurs tels que la Fondation Gates, mais pas aux populations du Sud. La santé mondiale doit retrouver ses racines dans la participation communautaire et sociale et dans les actions qui permettent d'atteindre l'objectif de développement humain.

Nous énumérons ci-dessous chacun de nos domaines d'action et y incluons une dénonciation de la situation existante, nos demandes et les actions que le Mouvement Populaire pour la Santé envisage de mener.

- **Santé des écosystèmes : alimentation, énergie, climat**
- **Diverses connaissances : Indigènes, ancestraux, féministes, décoloniaux, anti-impérialistes et anticapitalistes.**
- **Un monde libéré du contrôle des entreprises : Résister à la corporatisation, à la commercialisation et à la colonisation**
- **Souveraineté de la paix et droit d'asile et de libre circulation : résister à la guerre, à l'occupation et aux migrations forcées**
- **Justice en matière de genre dans le domaine de la santé**
- **Vers la transformation des systèmes de santé**

Nous terminons cet appel à l'action par une déclaration de notre **engagement global dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme**, sous quatre rubriques :

- **Poursuivre la lutte contre la bête impérialiste**
- **Converger avec d'autres mouvements sociaux**
- **Des cercles nationaux et une capacité de plaidoyer plus forts et plus répandus**
- **Communication inspirante pour la lutte pour la santé**

Santé des écosystèmes : alimentation, énergie, climat

Le MPS dénonce le déni permanent par les entreprises et leurs gouvernements et cultures capturés par les entreprises de la menace existentielle pour la vie humaine et les autres formes de vie sur la planète causée par.. :

- le changement climatique catastrophique et son impact sur les environnements humains marginaux
- la pollution de l'air, de l'eau et du sol
- extractivisme
- agro-industrialisation
- une croissance infinie dans un écosystème fini
- l'augmentation des investissements et des profits dans les systèmes alimentaires et de santé
- monoculturalisme agricole
- l'empreinte carbone massive des pays riches
- l'expansion continue de la production et de la consommation de combustibles fossiles

Nous déplorons l'incapacité des institutions à reconnaître ou à traiter ces menaces pour les raisons suivantes :

- l'accaparement de l'État par des entreprises mondiales, des institutions financières et des fonds d'investissement
- la concentration accrue de la richesse et du pouvoir et l'écart d'équité qui se creuse de manière flagrante
- l'individualisme consumériste néolibéral rampant
- la montée de gouvernements populistes, fascistes et capitalistes autoritaires et, dans certains pays, la prise de contrôle des fonctions de l'État par des groupes transnationaux de trafiquants de drogue et de criminels organisés

Nous constatons que les changements irrévocables de notre environnement signifient qu'un autre monde *est né, et que* cet environnement et ses écosystèmes seront radicalement différents et moins propices à la santé de tous qu'à une époque récente. Nous appelons les institutions mondiales à relever ce formidable défi et à protéger et promouvoir la santé de la Terre nourricière afin d'assurer le Buen Vivir pour tous, dans la justice sociale et le respect des différentes cultures et de leurs sagesses ancestrales.

Le Buen Vivir nous rappelle que nous appartenons tous à la Terre mère, à la vie elle-même, que nous sommes des fils délicats dans cette gigantesque tapisserie du temps et de l'espace ; même si nous sommes nés ici, notre chemin est guidé en tant qu'êtres cosmiques marchant sur cette terre, de sorte que le père soleil, la mère lune et la mère terre sont considérés comme une famille par différents systèmes spirituels ancestraux, en guise de résistance au colonialisme. La Terre nourricière n'est pas à vendre à des entreprises avides. Elle doit être honorée et respectée. Les principes de base du Buen Vivir sont vivants dans les territoires ancestraux des autochtones : La réciprocité, c'est prendre soin les uns des autres ; la solidarité, c'est ne laisser personne de côté. La tendresse et l'amour doivent être étendus à tous les êtres vivants. Nous considérons l'amour de la vie comme notre guide et notre méthode pour résister à l'oppression coloniale capitaliste. Au sein de nos communautés, nous travaillons ensemble pour la justice sociale et la dignité. Dans cette lutte, le mouvement écoféministe est essentiel pour proposer une économie et un mode de vie durables, respectueux de l'environnement et du genre.

Demandes de MPS

Nous appelons les peuples du monde à soutenir les actions visant à mettre fin au contrôle impérialiste des ressources naturelles de la planète et à créer et maintenir un environnement sain pour tous. Une biosphère diversifiée et dynamique est essentielle à la santé et constitue un élément crucial de notre patrimoine mondial. Si nous ne reconnaissons pas et ne soutenons pas le rôle central de la nature dans le bien-être, comme nous l'enseignent les savoirs indigènes, la planète et ses habitants dépériront. Nous exigeons la justice climatique pour que ceux qui polluent le moins ne souffrent pas le plus.

Nous appelons au respect des peuples autochtones qui ont lutté et sont morts pour préserver le Buen Vivir ou le Bien Vivre pendant de nombreux siècles. Le Buen Vivir a une signification profonde liée au respect et à la dignité. Il s'oppose au racisme et à l'injustice dans le monde entier. Nous exigeons la protection des peuples autochtones sur leurs terres ancestrales, comme la forêt amazonienne ou les déserts du centre de l'Australie, où ils jouent un rôle essentiel dans la protection des écosystèmes fragiles et menacés.

Nous appelons les gouvernements et les populations à intégrer le Buen Vivir dans les stratégies de santé. Cela nécessite un processus de réapprentissage afin que l'anti-impérialisme, l'anticapitalisme, la décolonisation et l'anti-patriarcat soient pleinement intégrés. Cela implique un changement radical de mentalité, nous obligeant à étudier et à désapprendre la colonisation interne et à reconnaître les limites d'une vision monoculturelle occidentale et coloniale. Il faut reconnaître que la sagesse ancestrale indigène reste vivante malgré le génocide colonial parce que son corpus de connaissances est pratique et profondément enraciné dans les communautés qui préservent leur propre identité culturelle.

Nous appelons à une campagne mondiale pour interdire toute nouvelle forme d'exploration et d'extraction de combustibles fossiles, y compris l'extractivisme vert (par exemple le lithium, le cobalt) qui vise à alimenter la "croissance verte" dans le Nord et qui exploite les pays sources tels que la République démocratique du Congo. Nous réitérons nos appels en faveur d'un traité des Nations unies sur le droit à l'eau, garantissant que la marchandisation et la privatisation de ce bien commun ou naturel vital - la vie elle-même - soient à la fois inversées et empêchées. Les gouvernements et les agences internationales doivent rendre des comptes aux populations, et non aux sociétés transnationales, et doivent garantir les droits relatifs à la santé et à l'environnement par le biais de lois et de réglementations applicables.

Nous soutenons le leadership des Nations unies en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, mais nous appelons les États-nations à être beaucoup plus ambitieux dans la définition d'objectifs visant à limiter le réchauffement planétaire à un niveau qui permettra à la planète Terre de continuer à préserver la santé de ses habitants et la diversité et la beauté de ses écosystèmes.

Nous condamnons les fausses actions qui sont censées réduire le réchauffement de la planète mais qui, en réalité, ne font que peu ou pas de différence, notamment la vente de compensations carbone, la certification des forêts et le paiement pour les services environnementaux.

Nous condamnons l'expansion des projets miniers présentés comme des projets d'énergie verte qui ont également des effets dévastateurs sur l'environnement - "l'extractivisme vert".

Nous appelons les gouvernements du monde entier à prendre des mesures pour mettre fin à la corporatisation et à la financiarisation croissante des systèmes alimentaires et à mettre en œuvre des politiques publiques qui transforment radicalement nos systèmes alimentaires afin de parvenir à la souveraineté alimentaire.

Le MPS le fera :

- Développer des visions de l'éco-socialisme incorporant une planification économique démocratiquement responsable qui fonctionne dans les limites planétaires de la croissance et subordonne la consommation à une culture du Buen Vivir.
- Faire campagne au niveau mondial et régional pour que les gouvernements signent et mettent en œuvre les dispositions du traité sur la prolifération des combustibles fossiles.
- Campagne pour un accès universel et équitable aux énergies renouvelables détenues et gérées par l'État
- Renforcer et élargir la composition et les travaux du Cercle Le MPS sur l'environnement et la santé des écosystèmes
- Campagne pour la justice climatique afin que les pollueurs payent et que les survivants des catastrophes climatiques soient indemnisés équitablement.
- Créer des alliances avec des organisations qui luttent pour l'action climatique, aux niveaux mondial, régional et national, y compris celles qui s'engagent dans la désobéissance civile.
- Soutenir les communautés qui subissent les effets du changement climatique sur la santé, notamment la dépossession, la maladie, l'insécurité alimentaire et l'insécurité de l'eau
- Contester et dénoncer les politiques de transition énergétique fallacieuses qui ne reposent sur aucune base factuelle et protègent les intérêts des combustibles fossiles en étendant les activités polluantes.
- Préparer les soumissions et les représentations à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique 2024 Réunion COP29 à Baku Azerbaïdjan
- Renforcer et élargir les alliances et l'unité d'action avec les mouvements environnementaux, agroécologiques, de souveraineté alimentaire, anti-extractivistes, anti-patriarcaux, décoloniaux, paysans, indigènes et pacifistes dans chaque pays, région et dans le monde.
- Développer des relations plus étroites avec Via Campesina et les organisations qui font partie du processus de Nyéleni, FIAN, IBFAN, entre autres. En Amérique latine et dans les Caraïbes, avec l'"Alianza para la Soberanía Alimentaria de América Latina y el Caribe" et avec le "Movimiento Agroecológico para América Latina (MAELA)".
- Continuer à développer et à renforcer les cercles mondiaux et régionaux de la nutrition et de la souveraineté alimentaire.
- Lancer une campagne mondiale contre les nouvelles cultures génétiquement modifiées telles que le blé, la moutarde, la laitue et d'autres, ainsi que contre

les aliments génétiquement modifiés, en collaboration avec d'autres organisations.

- Campagne contre la monoculture dépendante des monopoles des semences, des engrais et des pesticides
- Affirmer les droits des animaux et des plantes
- S'engager et contribuer à universaliser le "Mois de l'agroécologie" lancé il y a neuf ans en Argentine par RENAMA et la "Semaine continentale des semences indigènes et créoles" promue par MAELA.
- Continuer à participer au Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (CSIPM) du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) et défendre ce forum de gouvernance alimentaire mondiale véritablement participatif, tout en dénonçant la mainmise des entreprises sur les institutions mondiales, y compris le Sommet de l'alimentation de l'ONU.
- Organiser un Tribunal populaire de la santé sur la financiarisation de l'alimentation et de la santé, en collaboration avec d'autres organisations.
- Plaider en faveur d'un mécanisme mondial visant à mettre fin à la surpêche et à l'exploitation minière des fonds marins.

Diverses connaissances essentielles : Indigènes, ancestraux, féministes, décoloniaux, anti-impérialistes, anticapitalistes

Le MPS dénonce

Le MPS dénonce la domination impérialiste, idéologique capitaliste et le modèle biomédical hégémonique de l'ordre politique et économique existant. Les récits alternatifs sont supprimés et ne sont pas entendus, de sorte qu'ils ne peuvent pas s'imposer, bien qu'ils proposent de créer un ordre mondial alternatif.

Les savoirs féministes noirs, les savoirs féministes postcoloniaux, les savoirs féministes écologiques sont puissants mais ne sont pas utilisés pour transformer les relations entre les hommes et les femmes. Les savoirs féministes offrent à la fois une perspective théorique ou une manière de comprendre l'oppression des personnes marginalisées en raison de leur sexe dans des contextes politiques, économiques, sociaux et privés, ainsi qu'un mouvement social et une manière de répondre aux inégalités entre les sexes et de les remettre en question afin de mettre en œuvre le changement social. Le MPS reconnaît les nombreuses autres formes de connaissances qui ont émergé des groupes marginalisés, notamment les personnes handicapées, les communautés homosexuelles et les personnes déplacées et dépossédées, ainsi que l'expérience vécue des maladies.

Exigences de MPS

Le MPS exige que l'interculturalité soit reconnue comme un élément fondamental pour promouvoir l'équité sociale et construire un système de santé équitable. L'équité dans l'accès à l'information sur la santé est un droit humain fondamental. Elle est essentielle dans

la lutte pour la santé des populations autochtones. Le savoir des peuples doit être intégré dans le développement de services de santé équitables basés sur la culture, de programmes de prévention sensibles à la culture, de la formation des travailleurs de la santé aux compétences interculturelles, de l'obtention de conditions de travail équitables, de la sécurité alimentaire et d'un écosystème sain. L'essence la plus profonde de cette transformation nécessaire réside dans les sagesses et les savoirs ancestraux des peuples autochtones.

Sur la base de cette compréhension, Le MPS demande :

- Reconnaissance constitutionnelle des Premières Nations de toutes les nations
- Représentation formelle auprès des parlements nationaux et infranationaux
- La reconnaissance, la restitution et la réparation des torts causés par la colonisation en cours, avec des excuses nationales et corporatives pour les processus et les pratiques de colonisation qui ont grandement nui aux peuples indigènes du monde entier.
- Défense des droits à l'eau et à la terre des peuples autochtones du monde entier
- Reconnaissance et respect des savoirs et processus ancestraux et autochtones afin de garantir qu'ils influencent tous les domaines de la politique publique, y compris la santé, l'éducation et la gestion des terres.

Le MPS exige l'acceptation des savoirs indigènes, ancestraux, féministes, décoloniaux, anti-impérialistes et anticapitalistes qui dévoilent l'ordre politique et économique international actuel, injuste et inéquitable, qui opprime la majeure partie de la population mondiale. De ce fait, ils ne jouissent pas de la santé qu'ils auraient si des visions alternatives du monde, centrées sur l'être humain, pouvaient s'épanouir. Nous exigeons la reconnaissance de la diversité des visions du monde exclues par la logique anthropocentrique qui sous-tend le capitalisme, le colonialisme et le patriarcat. Ces diverses visions du monde sont la voie à suivre pour réaliser les transformations nécessaires pour surmonter la crise actuelle. Nous soulignons la valeur des savoirs qui ont émergé de l'expérience de la vie, en particulier de ceux dont les expériences ont été marginalisées. Nos demandes concernant la re-radicalisation du concept de Buen Vivir décrites ci-dessus sont également vitales pour revitaliser les savoirs anti-impérialistes et anti-capitalistes. La biomédecine ne devrait être considérée que comme une réponse partielle à la santé, au même titre que d'autres savoirs en matière de santé, et ne devrait pas être hégémonique.

Les savoirs féministes sont nés des luttes pour la justice entre les sexes et ont donné lieu à une pluralité de savoirs féministes qui recoupent d'autres savoirs divers. Le MPS exige que les savoirs féministes soient présents dans tous les aspects de la société, y compris l'éducation, la santé, l'environnement, l'industrie, l'emploi, le logement et la sécurité sociale.

Le MPS le fera :

- Travailler à partir d'une base de connaissances diversifiée qui donne la priorité à la santé de tous les peuples à l'échelle mondiale
- Décoloniser notre pensée et notre compréhension
- Adopter une pensée anti-impérialiste et anti-capitaliste -
- Veiller à ce que les voix des personnes actuellement silencieuses dans les débats sur la santé soient amplifiées et à ce qu'elles soient entendues.
- Travailler à la vulgarisation de ces connaissances

- Rendre la participation des citoyens obligatoire dans tous les processus institutionnels
- Poursuivre la transformation de la Le MPS en la débarrassant de toute tendance patriarcale pour qu'elle adopte pleinement les connaissances et les principes féministes.
- Utiliser la diversité des savoirs comme base de tous les Université Internationale Populaire pour la Santé - UIPS (IPHU pour son acronyme en anglais)

Un monde libéré du contrôle des entreprises : Résister à la corporatisation, à la marchandisation, à la financiarisation et à la colonisation

Le MPS dénonce

Le MPS dénonce la manière dont les sociétés transnationales (STN) dominent l'économie mondiale et évitent de payer des impôts dans les pays où elles réalisent leurs bénéfices. Les gouvernements sont de connivence avec le pouvoir de ces entités, auxquels ils semblent soumis, et offrent des formes très diverses de protection sociale aux entreprises, notamment des renflouements, des subventions et des réductions d'impôts. Dans le même temps, ils négligent les besoins fondamentaux des populations en matière de protection sociale. En plus de la domination des entreprises, l'augmentation des investissements du grand capital dans tous les aspects de la vie signifie que le profit est encore plus dominant dans le système économique mondial. La financiarisation, la privatisation et la numérisation intensifient l'emprise du capitalisme sur notre société, ce qui confère aux STN un pouvoir antidémocratique et sans précédent leur permettant d'influencer les politiques en leur faveur et d'éviter de rendre des comptes. Les STN utilisent les stratégies suivantes et d'autres pour accumuler leurs profits massifs :

- Production, commercialisation et publicité de produits malsains, notamment d'aliments ultra-transformés, d'alcool, de tabac et d'armements.
- Faire respecter les droits extrêmes de propriété intellectuelle et les brevets
- Financer la recherche afin d'obtenir des résultats qui soutiennent leurs produits et leurs pratiques
- Commercialisation des connaissances et des produits traditionnels
- Capter les causes progressistes
- Capture des institutions et des fonctionnaires de l'État
- Exploitation des travailleurs et des consommateurs
- Contrôler les chaînes de valeur mondiales
- Le recours au règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) pour empêcher les gouvernements nationaux d'adopter des lois répondant à des préoccupations publiques parfaitement légitimes, telles que la protection de la santé et de l'environnement, les droits du travail ou les droits de l'homme.
- Domination de l'intelligence artificielle (y compris celle liée aux fonctions militaires) et des systèmes numériques.

Sur les 200 premières entités économiques mondiales, 170 sont des entreprises. Par le biais d'accords commerciaux et d'investissements, les entreprises exigent des gouvernements qu'ils leur obéissent, les citoyens restant largement impuissants. Le

non-paiement de l'impôt sur les sociétés prive les pays de fonds publics destinés à l'édification de la nation, à la santé et au bien-être, ainsi qu'au renforcement des processus démocratiques. Les dirigeants d'entreprise perçoivent des rémunérations scandaleuses qui dépassent largement celles des travailleurs. Ces dirigeants font partie d'une classe internationale de personnes obscènement riches qui exercent une influence majeure et indue sur la composition de l'économie mondiale. Ils sont responsables du maintien de la fiction selon laquelle le capitalisme profite aux gens grâce à l'économie du "ruissellement" qui accroît l'inégalité des revenus, fausse les structures économiques et nie le bénéfice des dépenses directes pour les biens publics qui profitent aux personnes à faible et moyen revenu.

La concentration du pouvoir entre les mains d'un nombre réduit d'entreprises plus puissantes s'accélère. Par exemple, dans le cas des produits pharmaceutiques, 60 STN sont devenues 10, ce qui représente une concentration extrême du capital et du pouvoir. Les sociétés pharmaceutiques transnationales maintiennent et promeuvent un modèle d'innovation et de développement de médicaments qui est un échec en termes de santé publique, mais une réussite pour leur profit effréné ; ce modèle est alimenté par le monopole pharmaceutique, la médicalisation et la focalisation sur la maladie.

Les régimes mondiaux de propriété intellectuelle, appliqués par le biais des accords ADPIC, empêchent le transfert de technologies vers le Sud, comme on l'a vu dans le cas des vaccins et des technologies de traitement au cours de la conférence COVID-19.

Les entreprises extractivistes sont responsables de l'exploitation, de la dégradation des sols et de la pollution, ainsi que de l'appauvrissement des peuples indigènes et des paysans dans le monde entier, car elles en tirent des profits obscurs. Les grandes entreprises de l'agroalimentaire et du soda commercialisent des aliments malsains qui engendrent des problèmes de santé chroniques, notamment le diabète et l'obésité, que les gouvernements doivent résoudre, alors que ces coûts sont externalisés par les entreprises vers le public.

La soi-disant "guerre contre la drogue", qui trouve ses racines dans l'impérialisme américain, a créé ce qui est effectivement un secteur mondial de sociétés illicites sous la forme de puissants groupes criminels organisés (GCO). Ceux-ci présentent à peu près les mêmes caractéristiques que les entreprises de l'économie traditionnelle - capture de l'État, déni des droits, exploitation de l'homme et de la planète - mais de manière encore plus extrême (par exemple, le fémicide - le meurtre d'une femme ou d'une jeune fille, en particulier par un homme et en raison de son sexe...). La politique d'interdiction signifie qu'ils ne sont soumis à aucune forme de taxation ou de réglementation légale. Pendant ce temps, les interventions de santé publique telles que la réduction des dommages sont sévèrement limitées et les mesures punitives d'application de la loi servent d'outils pour l'injustice raciale et sexiste.

Les grandes entreprises s'opposent aux réglementations qui rendraient leurs activités moins dommageables et investissent des sommes considérables dans le lobbying et l'influence sur les programmes gouvernementaux. Elles exercent leur influence par le biais de la philanthropie et des stratégies de "responsabilité sociale" des entreprises, qui peuvent détourner l'attention de leurs effets négatifs sur la santé et la société. Elles exercent une domination idéologique et accumulent un pouvoir économique. Elles proposent des solutions inefficaces à la dégradation de l'environnement qu'elles produisent, telles que la

vente de compensations carbone, la certification des forêts ou le paiement de services environnementaux, ce qui leur permet d'accroître leurs possibilités de profit.

Le travail des grandes sociétés mondiales de conseil et de gestion (notamment Deloitte, EY, Boston Consulting Company, McKinsey) facilite le pouvoir, les profits et l'hégémonie des sociétés transnationales et a joué un rôle de premier plan dans l'instauration de l'hégémonie néolibérale après les années 1970. Elles ont bénéficié de la financiarisation de l'économie. La Banque mondiale conseille aux gouvernements de poursuivre des politiques publiques néolibérales qui ne favorisent pas la santé des populations. L'économie mondiale qui en résulte ne répond pas aux besoins de la nature et des populations.

Demandes de MPS

- Imposition progressive des revenus, de la richesse, des successions et des sociétés, imposée à l'échelle mondiale et supprimant toutes les échappatoires.
- Dans l'attente d'un nouvel ordre économique international, nous demandons une régulation de la taille et de l'influence des entreprises mondiales et l'introduction d'une législation antitrust pour briser leur pouvoir de monopole.
- Éliminer les obstacles à la propriété intellectuelle qui limitent l'accès aux technologies de la santé en tant que biens publics, en les retirant de l'accord sur les ADPIC ; utiliser pleinement, rapidement et largement les garanties de santé publique contenues dans les réglementations internationales ; transformer le modèle de R&D des technologies de la santé en un modèle guidé par les besoins de santé publique, l'exercice de la souveraineté en matière de santé et l'accès de la population (conformément à la déclaration de Mar del Plata du Réseau latino-américain pour l'accès aux médicaments - RedLAM <https://www.redlam.org/>).
- Remplacer les codes de conduite volontaires des entreprises par des réglementations contraignantes.
- Le retrait des technologies de la santé des accords ADPIC ainsi que de tout accord contraignant qui leur impose des droits de propriété intellectuelle et d'autres droits d'exclusivité.
- Tant qu'il existe des conditions de monopole sur les technologies médicales, l'utilisation complète, rapide et étendue des mesures de protection de la santé publique contenues dans les normes internationales ne peut être mise en œuvre.
- La transformation du modèle de recherche et de développement des technologies de la santé en un modèle fondé sur le libre accès aux produits et aux connaissances, et axé sur la guérison des maladies qui posent un problème de santé publique plutôt que sur celles qui promettent des profits au secteur privé.
- L'abolition des dispositions relatives au règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) dans les accords commerciaux
- Démanteler les grandes sociétés mondiales de conseil et de gestion afin de résoudre les conflits d'intérêts entre les sociétés transnationales, les auditeurs, les comptables, les consultants et les gouvernements à l'échelle mondiale.
- Les gouvernements cessent de faire appel à des sociétés de conseil internationales pour les conseiller et rédiger leurs politiques
- Mettre fin à la "guerre contre la drogue" et la remplacer par une approche de santé publique qui inclut une réglementation légale pour garantir la justice sociale, une fiscalité équitable, les droits des travailleurs et la santé de la planète.

- Entreprises détenues et contrôlées par leurs travailleurs et création d'entreprises coopératives
- Réglementation et législation des pratiques d'emploi dangereuses et promotion d'un emploi source de satisfaction et de bien-être
- Ratification des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme
- Soutien total à la déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des travailleurs ruraux

Le MPS

- Création d'un groupe thématique sur la corporatisation, la privatisation et la santé
- Produire du matériel de vulgarisation sur la détermination des entreprises en matière de santé
- Exposer des exemples mondiaux, nationaux et locaux de comportements répréhensibles d'entreprises
- Résister aux propositions de changement visant à accroître la participation des entreprises, des assureurs et du secteur privé dans la fourniture de services de santé à but lucratif et souligner l'impact négatif de ces changements en termes de restructuration coûteuse, d'accès inéquitable aux services et de précarisation de la main-d'œuvre.
- Promouvoir l'élimination des obstacles à la propriété intellectuelle qui limitent l'accès aux technologies pharmaceutiques, ainsi que l'innovation et le développement de technologies de santé guidés par les besoins de santé publique et l'accès des populations.
- Continuer à dénoncer les méfaits des droits de propriété intellectuelle et plaider en faveur du libre accès aux technologies vitales pour la santé de tous.
- Continuer à dénoncer les injustices du système commercial mondial et plaider en faveur du commerce équitable.
- Rejoindre et construire des mouvements pour remplacer la "guerre contre la drogue" par une approche de la santé humaine et planétaire incluant une réglementation légale.
- Diriger et renforcer les mouvements de masse exhortant les gouvernements à appliquer les règles fiscales et à prendre des mesures pour mettre fin à l'évasion fiscale des sociétés transnationales et des sociétés de conseil internationales, afin que les systèmes de santé, de protection sociale et d'éducation puissent être financés de manière adéquate.
- Rejoignez et créez des coalitions pour exhorter les gouvernements à cesser de faire appel à des sociétés de conseil internationales pour les conseiller et rédiger des politiques.
- Participez à des actions sociales pour mettre en évidence et dénoncer le rôle pathogène des entreprises extractivistes.
- Rejoindre les mouvements sociaux internationaux dans la lutte contre la domination des entreprises au niveau mondial, national et local
- Continuer à dénoncer les pratiques répréhensibles des entreprises dans le cadre de l'Observatoire global de la santé

- Inclure l'analyse de la détermination de la santé par l'entreprise dans toutes les unités de santé publique.

Souveraineté de la paix et droit d'asile et de libre circulation : résister à la guerre, à l'occupation et aux migrations forcées

Le MPS dénonce :

Le MPS dénonce la façon dont la violence militaire, l'occupation et l'oppression sont utilisées à grande échelle pour maintenir des relations de pouvoir mondiales injustes qui permettent à quelques-uns d'exploiter la grande majorité de la population mondiale, en particulier dans le Sud. Cette violence structurelle trouve ses racines dans l'histoire coloniale et perpétue aujourd'hui encore l'exploitation et la répression impérialistes séculaires.

Le MPS dénonce la manière agressive dont les États-Unis cherchent à maintenir leur hégémonie mondiale malgré l'émergence d'un monde multipolaire. Les États-Unis maintiennent une présence militaire aux quatre coins du monde dans une série de bases militaires ainsi que par le biais de leur flotte de guerre. Comme les centres du capitalisme et de l'impérialisme se sentent menacés par la montée en puissance de la Chine et l'affirmation croissante de certains autres grands pays, dont l'Afrique du Sud, l'Inde et le Brésil, ils réagissent de manière agressive et menacent de nouveaux conflits sur des points chauds potentiels tels que le détroit de Taïwan et la mer de Chine méridionale. Ces menaces alimentent une nouvelle guerre froide qui risque de lancer une nouvelle course aux armements qui n'est pas seulement un gaspillage de ressources, mais aussi un danger pour le monde entier.

Le MPS dénonce la poursuite de l'occupation et de la colonisation de la Palestine et l'attaque impitoyable d'Israël contre Gaza, qui a causé la mort de plus d'enfants, de plus de journalistes et de plus de travailleurs de la santé que tout autre conflit armé de l'histoire récente. Il est révélateur que ce génocide se poursuive depuis des mois avec le soutien des États-Unis et de leurs alliés par le biais d'armes, de fournitures, d'un soutien financier, d'accords commerciaux préférentiels et de privilèges diplomatiques.

Le MPS dénonce la guerre en cours en Ukraine et en particulier la façon dont les deux blocs de pouvoir n'ont cessé d'escalader la tension militaire.

Le MPS dénonce la guerre dans l'est de la République démocratique du Congo où les groupes rebelles reçoivent le soutien du Rwanda, lui-même allié de l'Europe et des États-Unis. Le conflit autour des minerais stratégiques dure depuis des décennies et a causé des millions de morts.

Le MPS dénonce la façon dont la guerre civile au Soudan, qui a laissé des millions de personnes déplacées et luttant pour leur survie, a été largement ignorée par la communauté internationale.

De même, les luttes de pouvoir mondiales ont fomenté, attisé ou perpétué d'autres conflits militaires locaux, notamment la guerre au Yémen, au Tigré, au Myanmar, dans l'est du Congo, etc. De même, Le MPS dénonce la façon dont eux ou leurs mandataires occupent des territoires en Palestine, en Syrie, au Liban, etc.

Le MPS dénonce l'impact de la guerre et de l'occupation sur la santé des populations. Non seulement la guerre a un impact direct sur la santé, mais les services de santé et les prestataires de soins sont souvent délibérément pris pour cible par l'armée afin de terroriser la population civile, comme c'est le cas actuellement à Gaza.

Le MPS dénonce le complexe militaro-industriel qui est aujourd'hui un secteur économique en plein essor. Aujourd'hui, le capitalisme mondial ne peut survivre sans violence et sans militarisme. La guerre et le militarisme sont devenus de grandes entreprises et une source de superprofits. C'est pourquoi les intérêts commerciaux poussent à l'augmentation des dépenses militaires des gouvernements.

Le MPS dénonce la violence du colonialisme qui a entraîné l'effondrement d'États inefficaces, laissant ainsi le champ libre aux gangs criminels pour mener des guerres et opprimer les populations, comme en Haïti.

Le MPS dénonce l'utilisation inquiétante et généralisée de la violence sexuelle comme arme de guerre et ses impacts horribles sur la santé physique et mentale des personnes. Le MPS dénonce également d'autres stratégies de guerre qui ont un impact considérable sur la santé des populations, notamment la privation de services de santé et de nourriture et l'utilisation de la famine et de la privation d'eau en tant qu'armes de guerre.

Le MPS demande :

- Un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel pour mettre fin au génocide en Palestine. La justice doit être rendue par les tribunaux internationaux compétents et les victimes doivent être indemnisées. La reconstruction doit être entreprise dans le contexte d'une Palestine libérée de l'apartheid et de l'occupation.
- Embargo sur les importations et les exportations à destination et en provenance d'Israël.
- Fin de l'occupation et rétablissement de la pleine souveraineté en RD Congo
- Démilitarisation mondiale. Les alliances militaires telles que l'OTAN, l'AUKUS, la Quad, etc. devraient être remplacées par des alliances régionales de sécurité mises en place pour résoudre les conflits et les contradictions intergouvernementales par le biais de négociations et de processus de paix.
- Poursuite du dialogue et des négociations sur les points chauds potentiels : notamment entre la Chine continentale et Taïwan, dans la péninsule coréenne et en mer de Chine méridionale.
- Création de zones dénucléarisées et dénucléarisation effective

- Les budgets militaires doivent être réduits et l'influence politique de l'industrie militaire doit être limitée. Le Conseil de sécurité des Nations unies devrait être élargi et démocratisé afin de le rendre plus représentatif, plus responsable et plus apte à résoudre les conflits mondiaux.
- Un soutien adéquat doit être apporté aux victimes de la guerre et de l'occupation. Les auteurs de violations des droits de l'homme doivent rendre des comptes et les victimes doivent obtenir justice.
- Le traitement équitable et humain des réfugiés. Mettre fin à la militarisation déplorable des réponses apportées aux demandeurs d'asile qui tentent d'entrer dans les pays d'accueil et qui sont illégalement emprisonnés et privés de leurs droits à la santé et d'autres droits de l'homme.
- Exiger des forces de police qu'elles soutiennent les droits de l'homme et la préservation de la vie
- Les personnes déplacées et les réfugiés doivent avoir la possibilité de rentrer chez eux lorsque cela est possible et bénéficier d'un soutien adéquat pour ce faire.

le MPS

- Nous redoublerons nos efforts de solidarité avec les victimes de guerres injustes, d'occupations militaires et de migrations forcées, en particulier avec le peuple palestinien, jusqu'à ce que la Palestine soit libérée de l'occupation. La libération de la Palestine restera toujours l'une de nos principales préoccupations, car il s'agit de l'un des cas les plus flagrants d'oppression impérialiste et de colonialisme de peuplement. Le MPS sera à l'avant-garde de la campagne mondiale de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre Israël et appellera tous ses membres et organisations alliées à boycotter, désinvestir et sanctionner toutes les entreprises, organisations et autorités qui sont en alliance avec l'occupation israélienne et rejoindra les campagnes BDS existantes.
- Le MPS augmentera ses efforts de solidarité envers les victimes du conflit et de l'occupation dans l'est de la République démocratique du Congo.
- Le MPS augmentera ses efforts de solidarité envers les victimes de la guerre civile au Tigré.
- Le MPS recherchera des alliances avec d'autres réseaux et alliances de campagne contre la guerre et l'occupation. Nous pensons en particulier à l'Internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW) et à la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), qui sont des initiatives de campagne mondiale efficaces que nous devrions soutenir. Nous encouragerons également nos cercles locaux à soutenir les initiatives nationales et régionales en faveur de la paix et du désarmement.
- Les cercles nationaux du MPS se mobiliseront en faveur de la neutralité et d'une dénucléarisation significative.

- Les sections régionales et les cercles nationaux de MPS encourageront des actions directes simultanées dans tous les pays où le MPS est présent, y compris des lettres de demande aux gouvernements et des actions médiatiques publiques.
- Le MPS poursuivra la campagne pour honorer et demander justice pour les travailleurs de la santé et les activistes qui ont été victimes de la répression violente et de la guerre.

Justice en matière de genre dans le domaine de la santé

Le MPS dénonce :

Dans un contexte de classisme et d'impérialisme persistants, les femmes, les filles et les personnes non conformes au genre continuent d'être marginalisées et de subir des violences au sein des ménages, dans la vie publique, dans les systèmes de santé et au sein des organisations - y compris les mouvements sociaux qui luttent pour le changement. La lutte féministe est une lutte de classe. Au cours de la pandémie de Covid-19, Le MPS a de nouveau constaté que les gouvernements s'appuyaient sur le travail de reproduction sociale gratuit et invisible que les filles et les femmes de tous âges accomplissent au sein de leur foyer et de leur communauté. C'est ce travail qui est de plus en plus sollicité pour maintenir la vie et atténuer les effets économiques et sanitaires négatifs de pandémies comme celle du Covid-19, mais aussi des guerres, de l'occupation, de la crise écologique et des retombées économiques du capitalisme néolibéral. Cette situation s'intensifie aujourd'hui dans le contexte des budgets d'austérité post-pandémique mis en œuvre par de nombreux gouvernements.

Le MPS note que l'intersectionnalité est essentielle pour parvenir à la justice en matière de genre. L'intersectionnalité décrit comment le genre et d'autres systèmes d'oppression (race, caste, classe, handicap, sexualité, indigénité) interagissent et aggravent l'oppression des personnes de différentes manières. Par exemple, pendant la pandémie de Covid-19, l'accès des femmes, des femmes pauvres et des personnes sexuellement et sexuellement différentes aux soins de santé, en particulier aux soins de santé génésique, obstétrique et sexuelle, a été de plus en plus restreint et parfois préjudiciable dans de nombreux pays.

Le MPS dénonce le fait que, malgré des décennies d'activisme, l'épidémie mondiale de féminicide se poursuit.

Le MPS dénonce le fait que les victoires historiques du mouvement féministe mondial sont en train de s'éroder. Les principes de l'intégrité corporelle, de la reconnaissance de la diversité des genres et de la garantie de politiques publiques anti-patriarcales ont été repoussés par des groupes d'intérêt du Nord et du Sud. Au sein des institutions de gouvernance mondiale, y compris l'OMS, la notion de sensibilité au genre et la pleine reconnaissance des droits des femmes, des filles et des transsexuels en matière de santé sexuelle et génésique sont de plus en plus remises en question.

Le MPS note que l'inégalité entre les sexes se manifeste différemment selon les contextes et trouve ses racines dans les héritages historiques et actuels de la colonisation, du racisme, du patriarcat, du capitalisme, du capacitisme, du castéisme, de l'extractivisme des ressources et de l'hétéronormativité. Ces systèmes oppressifs créent des obstacles à

l'accès aux ressources favorisant la santé et le bien-être dans la vie quotidienne des femmes et entravent l'égalité entre les hommes et les femmes.

Exigences de MPS

Le MPS, en solidarité avec d'autres mouvements et groupes sociaux, exige une action sur les questions suivantes :

La violence fondée sur le genre (VFG) à l'encontre des femmes, des filles, des personnes transgenres et non binaires demeure l'une des formes les plus répandues de violation des droits de l'homme et une crise de santé publique à l'échelle mondiale, mais elle reste une question marginalisée dans les espaces de gouvernement, de gouvernance et de santé publique. Le classisme et le racisme font que certains groupes de femmes connaissent des taux plus élevés de violence liée au sexe, notamment les femmes autochtones, les femmes handicapées, les femmes incarcérées, les femmes migrantes et réfugiées, et les femmes de couleur.

Les conflits actuels en Palestine, en Iran, en Afghanistan, en Éthiopie, au Myanmar, au Soudan, en Ukraine, en République démocratique du Congo et ailleurs montrent comment la violence liée au sexe est systématiquement utilisée contre les femmes dans les zones de conflit et de catastrophe. Dans les situations de conflit et de crise, la suppression des droits des femmes et des droits des groupes marginalisés se traduit notamment par un accès restreint aux soins de santé, à l'éducation, aux revenus et à la vie publique et politique. Cela a un impact critique et destructeur sur la justice et la santé des hommes et des femmes.

Justice en matière de procréation : L'accès à un avortement sûr et gratuit, à la contraception, à la santé sexuelle et aux soins reproductifs reste une question cruciale au niveau mondial et fait partie intégrante de la participation des femmes à la vie sociale, politique et économique. Les femmes et les personnes marginalisées sont privées de l'accès à l'avortement et aux soins de santé génésique et sexuelle en raison de leur position dans les structures de classe, patriarcales et racistes. L'accès est vécu de manière inégale à l'intérieur des pays et entre les pays, c'est pourquoi nous mettons l'accent sur l'accès des groupes marginalisés à des soins de santé sûrs et de qualité. Ce faisant, le MPS devrait surveiller et résister aux agendas mondiaux qui diminuent les droits à la santé sexuelle et reproductive, par exemple la règle du bâillon mondial.

La dignité dans les soins de santé : Les déséquilibres de pouvoir au sein des systèmes médicaux et de santé patriarcaux et racistes font que les services de santé sont des lieux de violence, d'exclusion et de discrimination pour les femmes, les jeunes filles, les personnes transgenres et les personnes issues de la diversité des genres. C'est encore plus vrai pour les femmes pauvres, les femmes handicapées, les femmes autochtones et les femmes de couleur. La violence obstétrique, dans laquelle les femmes et les personnes enceintes sont particulièrement vulnérables à la violence médicale et à la perte d'autonomie corporelle, en est l'illustration. Le MPS exige que les systèmes sociaux et de santé démantèlent le sexisme et le racisme institutionnalisés.

Justice économique : Le MPS examine de manière critique les implications sexospécifiques des politiques économiques et du paradigme de développement actuel qui, avec les politiques et les lois nationales discriminatoires et injustes, continuent d'entraver la réalisation de la santé pour tous. Dans le contexte actuel, les inégalités et l'instabilité

économiques s'aggravent pour les femmes, les filles et les personnes de sexe différent. Les conséquences se font sentir dans un certain nombre de domaines : le travail genré, y compris les soins et le travail domestique, le travail dans le domaine de la santé communautaire et le travail dans le domaine de la santé autochtone. Il s'agit souvent d'un travail précaire, sans papiers, sous-payé et non rémunéré, dangereux et extractif. Ce type de travail genré favorise l'accumulation du capital des personnes, des populations et des pays les plus riches. Deuxièmement, l'injustice économique comprend les restrictions d'accès aux services sociaux, y compris la sécurité sociale, l'aide sociale pour soutenir les soins non rémunérés et le travail domestique, le chômage, l'invalidité. La suppression des politiques visant à collectiviser le travail de reproduction sociale signifie qu'il reste par défaut la responsabilité "privée" des femmes.

Décriminalisation de toutes les personnes sexuellement et sexuellement différentes :

Dans 64 pays, des lois criminalisent les personnes LGBTQ, dont 12 peuvent imposer ou imposent la peine de mort pour les relations entre personnes de même sexe. Il est essentiel de soutenir les droits civils des personnes LGBTQ pour garantir le respect de leurs droits humains et de leurs droits en matière de santé.

Le MPS le fera :

- Le MPS reconnaît que notre militantisme doit être intersectionnel dans la lutte contre les injustices décrites ci-dessus.
- Veiller à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes soit une question transversale qui alimentera les travaux de tous les cercles thématiques et régionaux de MPS.
- En nous appuyant sur le principe "rien sur nous sans nous" et en reconnaissant que toute connaissance se situe dans des expériences incarnées, sociales et historiques spécifiques, nous nous efforcerons de créer des économies, des systèmes politiques et des systèmes de santé qui célèbrent la vie dans toute sa pluriversalité. Reconnaître que le genre ne peut être réduit au binaire masculin/féminin et que toute intervention qui l'ignore risque de marginaliser davantage des groupes déjà marginalisés, être solidaires des communautés LGBTQI+ (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers et intersexes) et intégrer dans notre travail une analyse non binaire du genre.
- Continuer à mettre en place des processus et des pratiques visant à promouvoir la justice entre les sexes et à démanteler le patriarcat au sein de notre mouvement.
- Consolider les preuves par la recherche, les témoignages, les études de cas et les expériences de différentes régions pour la sensibilisation et l'action au niveau mondial sur les politiques de santé équitables et la responsabilité en matière de genre.
- Établir et renforcer les liens et la solidarité avec les groupes de femmes, les groupes LGBTQI+, les groupes de santé, les coalitions, les réseaux, les mouvements populaires, les campagnes et les groupes d'intérêt, sur les défis et les préoccupations identifiés en matière de justice de genre et de santé.
- Mobiliser et renforcer la compréhension et les capacités, en particulier celles des jeunes, en matière de justice et de santé liées au genre par le biais de l'UIPS et d'autres processus.

- Promouvoir les services de santé et les soins de santé génésique et sexuelle en mettant l'accent sur les femmes, les filles et les LGBTQI, les personnes appartenant à des minorités raciales, de classe, autochtones et de caste, ainsi que les personnes handicapées. Cela implique de remettre en question les systèmes de santé oppressifs et discriminatoires.
- Promouvoir et soutenir l'action contre les systèmes sociaux, économiques et politiques inégaux et injustes à l'égard des femmes, qui ont un impact sur la santé et les droits de l'homme aux niveaux local, régional et mondial.
- Promouvoir l'inclusion et la représentation des personnes LGBTQI+ et en particulier des personnes transgenres au sein de MPS.

Vers une transformation globale des systèmes de santé

Le MPS dénonce :

Le MPS dénonce la tendance mondiale à la privatisation des soins de santé, en particulier au cours des dernières décennies, ainsi que la pression exercée pour la mise en œuvre de régimes d'assurance orientés vers le marché et financés par l'État (en particulier en Asie et en Afrique). Ces régimes sont mis en œuvre au nom de la couverture universelle des soins de santé, au lieu de renforcer les services publics pour garantir l'accès universel aux soins de santé et de fonder les systèmes de santé sur des soins de santé primaires complets. Les régimes d'assurance actuels renforcent la privatisation et la commercialisation de la santé, sans améliorer la couverture ou la protection financière.

La tendance à la privatisation a créé des systèmes de santé à plusieurs niveaux, dans lesquels les riches peuvent s'offrir des soins de santé luxueux et privatisés, tandis que les personnes en situation de pauvreté n'ont qu'un accès limité et des services minimaux. Le MPS dénonce les politiques d'austérité et d'ajustement structurel imposées depuis longtemps. Celles-ci ont conduit au démantèlement des services de santé publique, y compris les soins de santé primaires, et n'ont pas permis de couvrir efficacement les besoins de soins émergents et croissants pendant l'épidémie.

Le MPS dénonce la financiarisation croissante des systèmes de santé et de sécurité sociale par laquelle le capitalisme a évolué pour investir dans les systèmes publics et en tirer des bénéfices sans tenir compte du coût humain.

Le MPS dénonce les effets dramatiques et évitables de la pandémie de COVID-19, tant en termes de pertes de vies humaines que d'aggravation des conditions socio-économiques pour la majorité de la population humaine, d'autant plus que toutes ces tendances sont toujours présentes et s'aggravent encore. Cette pandémie a été qualifiée à juste titre de syndrome, en raison de la coïncidence de plusieurs facteurs qui ont aggravé son impact. L'émergence continue de virus à potentiel épidémique est le résultat de la perturbation des écosystèmes naturels due à l'intensification de la production d'une industrie agroalimentaire avide de profits.

Le MPS dénonce les inégalités socio-économiques préexistantes qui ont déterminé l'inégalité de l'exposition à COVID-19 (par exemple parmi les professions "essentielle", les soins, l'industrie alimentaire et la fourniture, la livraison, etc.) suivie d'un gradient de classe sociale dans la sévérité de la maladie, dans la mortalité et les conséquences socio-économiques (fragilité plus élevée dans les classes inférieures)

Le MPS dénonce l'incapacité à atténuer la pandémie et l'absence réelle de préparation aux situations d'urgence à l'échelle mondiale. C'est la conséquence directe du démantèlement des services de santé publique dû au sous-financement, à la privatisation et à la fragmentation.

Demandes de MPS

Le MPS exige que les initiatives privées dans le domaine de la santé soient abandonnées au profit d'un financement et d'une prestation publics. Cette demande est étayée de manière spectaculaire par les preuves que les soins de santé axés sur le marché, les partenariats public-privé (PPP) et le comportement commercial des prestataires sont source d'inefficacité, d'inégalités accrues dans l'accès aux soins, d'érosion de la confiance et d'un basculement inapproprié de l'équilibre vers une dépendance inappropriée et inutile à l'égard de la technologie médicale, au détriment des initiatives basées sur la communauté. Un système basé sur des prestations privées sape également la solidarité et aggrave les inégalités. L'expérience de la synapse COVID-19 a également montré les échecs des initiatives privées dans le domaine de la santé.

Le MPS exige que les échecs des voies institutionnelles existantes pour l'équité en matière de vaccins pour la santé mondiale (par exemple COVAX) soient reconnus. Nous appelons à une voie parallèle qui donne la priorité à la fabrication locale de vaccins et de traitements pandémiques en s'appuyant sur des initiatives telles que le Centre de recherche et de développement de vaccins des BRICS.

Le MPS exige la mise en œuvre complète des soins de santé primaires (SSP) en tant que stratégie clé dans la poursuite de la santé et du bien-être pour tous, visant à atteindre l'équité dans les résultats de santé. L'accès aux services de santé et leur qualité au sein des pays et entre eux sont inéquitables. Dans de nombreuses régions du monde, des systèmes de santé mal conçus, manquant de ressources et de qualité sont à l'origine de taux inacceptables de morbidité et de mortalité. Le MPS exige que l'on s'éloigne des systèmes de santé centrés sur l'hôpital et dominés par les priorités des sociétés de biotechnologie. Les systèmes de santé peuvent également inclure des institutions profondément sexistes, racistes et de caste qui renforcent les inégalités, les politiques et pratiques discriminatoires constituant d'énormes obstacles à l'accès à l'information et aux soins de santé dans le monde entier. Les populations autochtones du monde entier souffrent d'une mortalité et d'un taux de morbidité élevés et ont besoin de services de santé qu'elles contrôlent. Les femmes peuvent également être victimes de la violence du système de santé, notamment en ce qui concerne les soins obstétricaux.

Les secteurs de la santé doivent encourager et mobiliser l'action multisectorielle en matière de santé. Ceci est particulièrement important à la lumière de la crise mondiale de la santé qui se caractérise par des inégalités croissantes liées aux déterminants sociaux, économiques, commerciaux, environnementaux et politiques de la santé.

La gestion des soins de santé primaires exige que les systèmes de santé soient

- Développés sous la souveraineté nationale et fondés sur des besoins réels plutôt que sur des propositions toutes faites émanant d'agences multilatérales.
- Universelle et complète ; financée et administrée par les pouvoirs publics et permettant de répondre à tous les besoins de la population en matière de soins - y compris tous les soins préventifs, promotionnels, curatifs, de réadaptation et palliatifs, le cas échéant.
- Financés par l'impôt universel, ils sont gratuits au moment où les utilisateurs en ont besoin et sont accessibles sans difficultés financières dues, par exemple, à une perte de revenus.
- Fondés sur des soins de santé primaires complets, accessibles, efficaces, équitables, tenant compte des spécificités de chaque sexe, adaptés aux jeunes et gratuits, responsables et adaptés aux besoins de santé de la population, soutenus par des systèmes d'orientation pleinement fonctionnels régis par le besoin de soins.
- Il s'articule autour d'un réseau intégré d'établissements publics chargés de fournir des soins complets, des services de réadaptation, de prévention et de promotion fondés sur les principes d'universalité et d'équité et sur des soins de santé primaires complets, tels que définis dans la déclaration d'Alma Ata, gratuits au point d'utilisation et financés par l'impôt progressif,
- Accessible à tous, ce qui signifie qu'il n'y a pas de discrimination fondée sur la classe sociale et le statut économique, le sexe, l'âge, la race, l'origine ethnique, la religion, l'identité sexuelle, le handicap, les connaissances culturelles, la langue ou toute autre base.
- Capacité à répondre équitablement aux pandémies et à garantir l'accès de tous aux vaccins et aux technologies de traitement
- Participatif et sensible aux besoins des populations en intégrant des mécanismes inclusifs de participation sociale dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et l'obligation de rendre des comptes à la population
- Capable de défendre et de prendre des mesures appropriées sur la détermination sociale et commerciale de la santé, y compris une action climatique efficace dans le système de santé pour réduire le réchauffement de la planète et construire un système écologiquement durable.
- Soutenu par une garantie du droit à la santé et aux soins de santé dans les constitutions et les cadres juridiques nationaux
- Soutien et volonté de financer les services de santé contrôlés par la communauté
- L'accueil d'autres conceptions culturelles de la santé et de systèmes de guérison, qui ne sont pas uniquement fondés sur les concepts biomédicaux de la santé et de la maladie.
- La capacité de retenir les travailleurs de la santé locaux au sein des systèmes de santé nationaux plutôt que de les perdre, de perdre leurs compétences et de perdre les investissements publics dans leur formation au profit de la migration internationale.
- Faire justice aux droits du personnel de santé à des conditions d'emploi équitables et à la sécurité sociale.
- Le MPS dénonce la marchandisation des travailleurs de la santé et la fuite qui en résulte du sud vers le nord, des pays pauvres vers les pays riches, laissant un vide dans les compétences et les capacités locales. Les travailleurs de la santé doivent être protégés contre la violence et bénéficier de conditions de travail qui leur évitent

de se sentir obligés d'émigrer et de contribuer ainsi à la fuite des cerveaux des travailleurs de la santé.

Le MPS le fera :

Œuvrer pour de meilleurs soins de santé

- Plaider vigoureusement en faveur de soins de santé primaires complets et de l'équité en matière de santé et rassembler les expériences positives de soins de santé primaires complets et les exemples de services de soins de santé primaires contrôlés par la communauté.
- Identifier et soutenir les champions des soins de santé complets dans les pays et les régions ayant la capacité d'entreprendre une analyse critique des développements de la politique et de la stratégie de santé qui sont imposés aux PRFM par les institutions mondiales.
- Plaider pour des systèmes de santé qui reconnaissent les systèmes de soins ancestraux et traditionnels et développent des relations interculturelles et une compréhension entre ces systèmes et le système de santé dans son ensemble.

Résister à la privatisation et à la corporatisation en :

- Organiser et documenter les luttes et la résistance à la privatisation de la santé, ainsi que les victoires et les échecs en matière de législation et de réglementation relatives à l'accès aux soins de santé.
- Renforcer notre campagne en dénonçant le cadre néolibéral utilisé pour justifier la privatisation des systèmes de santé.

Travailler à l'amélioration des conditions de travail des professionnels de la santé :

- Souligner le rôle clé des agents de santé autochtones, des accoucheuses traditionnelles et des agents de santé communautaires dans le fonctionnement des systèmes de santé,
- Dénoncer et défendre les effets des politiques néolibérales sur les conditions de travail de l'ensemble du personnel des systèmes de santé et promouvoir le travail décent dans les systèmes de santé et pour tous les travailleurs de la santé, y compris une rémunération, une protection sociale et des conditions d'emploi adéquates.

- Mettre en évidence les liens entre les formes de travail informelles et irrégulières et la qualité des services de santé.
- Créer des liens avec des syndicats progressistes qui luttent pour les droits des travailleurs de la santé et le droit à l'organisation et à la négociation collective.

Améliorer les preuves pour l'action en :

- Exiger et produire de meilleures preuves de l'échec de l'assurance maladie orientée vers le marché et financée par des fonds publics dans les pays à revenu faible et intermédiaire, de la privatisation et des partenariats public-privé pour obtenir de meilleurs résultats en matière de santé et une protection financière contre les coûts des soins de santé pour la population.
- Mobiliser une initiative de surveillance des entreprises en matière de soins de santé dans les régions du monde, en partenariat avec d'autres réseaux effectuant un travail similaire et en documentant les résultats.

Renforcer la réglementation en :

- Renforcer les liens avec d'autres mouvements sociaux progressistes dans la lutte pour obtenir de meilleures lois et réglementations qui garantissent le droit à la santé et aux soins de santé.

Notre engagement global dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme

Poursuivre la lutte contre la bête impérialiste

Pour progresser vers le nouvel ordre économique, politique et social international et vers la réalisation de la santé pour tous, le MPS luttera contre les forces, les politiques économiques sociales et sanitaires et les instruments de gestion (OMC, FMI, BM, AGCS) du centre de pouvoir associé de la bourgeoisie transnationale impérialiste et de ses alliés à l'échelle mondiale, régionale et nationale.

Notre solidarité avec le peuple palestinien et sa lutte pour la libération de l'occupation, de la guerre et de la terreur est au cœur de cette lutte.

Converger avec d'autres mouvements sociaux progressistes

Notre mouvement populaire pour la santé ne peut pas changer les systèmes impérialistes tout seul ! Le mouvement pour la santé est petit et nous avons donc besoin d'alliances plus larges avec une série de mouvements sociaux progressistes, d'un discours fort et d'une stratégie politique cohérente pour reconstruire la solidarité entre des communautés divisées qui ont souffert et sont devenues aliénées sous la pression du néolibéralisme.

Nous nous appuyerons principalement sur les forces, les aspirations, les initiatives, la créativité et les luttes autonomes des groupes sociaux qui ont été victimes de l'ordre social capitaliste transnational et impérialiste, qui a imposé et maintient les obstacles à la réalisation du SPT. Il s'agit des forces des travailleurs, des paysans, des peuples indigènes, des femmes, des jeunes, des universitaires et des intellectuels du monde entier, en particulier des pays du Sud qui souffrent le plus de conditions insalubres et de problèmes de santé. Avec ces forces, nous engagerons le dialogue, encouragerons les mobilisations et forgerons des alliances et une unité d'action.

Nous travaillerons à la création d'un large front de mouvements sociaux pour la construction d'un nouvel ordre économique, politique et social international, et nous chercherons des accords avec les partis politiques et les États qui le promeuvent.

Nous consolidons et renforçons le MPS en tant que voix mondiale des peuples dans la lutte pour le SPT.

Des cercles nationaux et une capacité de plaidoyer plus forts et plus répandus

Nous renforcerons la capacité de plaidoyer des activistes du MPS des cercles nationaux et des régions, afin de s'impliquer activement dans les processus de prise de décision en matière de politique de santé nationale, régionale et mondiale qui ont été documentés dans les thèmes ci-dessus et nous ferons des efforts particuliers pour impliquer les enfants et les jeunes.

Nous encouragerons et soutiendrons les processus nationaux de transformation économique, politique et sociale qui comprennent des réformes progressives dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agroécologie, de l'alimentation, de l'énergie, du travail, etc., visant à réduire/éliminer les inégalités injustes et à créer une économie durable sur le plan environnemental.

Les cercles nationaux de MPS travailleront avec les communautés pour développer des solutions appropriées au niveau local afin de contrer l'expression locale du néolibéralisme et de l'impérialisme.

Dans le cadre de la préparation de la APS5, le MPS a créé de nouveaux cercles nationaux, renforcé sa coordination régionale et construit de nouvelles alliances avec d'autres mouvements sociaux et sanitaires au niveau mondial et régional, en particulier dans les régions d'Amérique latine et des Caraïbes et dans les pays qui n'ont pas pu participer à la APS5 en raison de restrictions en matière de visas. Ce processus doit être approfondi dans toutes les autres régions du monde, en mettant l'accent sur le Sud.

Nous renforcerons le MPS en étendant sa construction stratégique et sa capacité de lutte dans tous les pays du Sud et parmi les secteurs sociaux exploités et discriminés du Nord. Nous mettrons particulièrement l'accent sur la construction du MPS en République populaire de Chine, en Russie, à Cuba, au Viêt Nam, au Laos,

en Iran, en Uruguay, en Amérique du Nord et dans les pays clés des différentes régions.

Nous consoliderons, étendrons et renforcerons la capacité d'analyse scientifique de la réalité de la santé et de sa détermination sociale dans chaque pays, région et dans le monde.

Nous renforcerons notre capacité de leadership politique et de lutte pour la santé dans les cercles nationaux existants.

Nous renforcerons l'UIPS afin de renforcer les capacités politiques, éthiques et scientifiques des activistes du MPS.

Communication inspirante pour la lutte pour la santé

Nous moderniserons et renforcerons la capacité de communication de MPS et améliorerons son contenu scientifique et politique.

Nous veillerons à ce que les messages de MPS atteignent le public le plus large, notamment en s'adressant aux personnes qui ont souffert de l'inégalité ou de l'injustice et qui sont attirées par le fascisme. Nous le ferons en écoutant leur expérience vécue et en travaillant avec eux pour relier cette expérience à ses causes économiques et politiques structurelles. Nous travaillerons notamment avec les jeunes et les enfants pour les inciter à rejoindre notre mouvement.

Nous élaborerons de nouveaux récits pour inciter les gens à opter pour des solutions progressistes plutôt que pour des solutions populistes et autoritaires.

Dédicace

Cet appel à l'action a été inspiré par les militants du Mouvement Populaire pour la Santé décédés depuis notre dernière assemblée à Savar, au Bangladesh. La mémoire et l'esprit de nos camarades nous ont guidés tout au long du processus d'élaboration de cet appel à l'action. Leurs luttes pour un monde plus juste, plus sain et écologiquement durable, libéré de l'influence des entreprises, continuent de nous inspirer : David Sanders, Zafrullah Chowdhury, Julio Monsalvo, Prem John, Amit Sen Gupta, Margarita Posada, Bala Subramaniam, Maija Kagis.